

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Le centre: histoire et sens d'un positionnement politique pour le PSC

Wynants, Paul

Published in:

Le parti social chrétien: mutations et perspectives

Publication date:

2002

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Wynants, P 2002, Le centre: histoire et sens d'un positionnement politique pour le PSC. Dans P Pascal (Ed.), *Le parti social chrétien: mutations et perspectives*. Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, p. 47-64.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Le « centre » : histoire et sens d'un positionnement politique pour le psc

Paul WYNANTS

«C'est clair que ce n'est pas clair au psc». Cette formule de Hervé Doyen, bourgmestre social chrétien de Jette ¹, est emblématique de mon propos. Je m'en expliquerai en trois temps. Tout d'abord, je pointerai brièvement quelques difficultés auxquelles se heurte l'analyste, lorsqu'il tente de situer le psc sur l'axe gauche-droite. Ensuite, de manière plus substantielle, je retracerai le parcours des sociaux chrétiens francophones en ce domaine, de 1945 à nos jours. Enfin, je tenterai de dresser un inventaire des problèmes que son centrisme a posés au psc au cours des vingt dernières années.

1. Les difficultés de l'analyse

A fortiori s'il intègre la dimension historique à sa démarche, le chercheur qui essaie de positionner le parti social chrétien sur l'axe gauche-droite bute sur un certain nombre d'obstacles. Ces derniers tiennent à la nature du psc et à l'évolution que ce parti a connue. Ils s'expliquent également par la polysémie du concept de «centre».

Les caractéristiques de la formation sociale chrétienne, mises en lumière par Daniel-Louis Seiler, révèlent un premier faisceau de complexités. Tout d'abord, le psc affirme son orientation interclassiste : il se veut représentatif de toutes les couches de la société, appelées à collaborer – en dépit de leurs intérêts différents ou divergents – en vue du bien commun. Ensuite, il a l'ambition d'être un parti horizontal : il entend couvrir un large spectre d'opinions, allant de la gauche à la droite, en vue de les concilier. Enfin, cette propension médiatrice lui confère une position pivotale sur l'échiquier politique, ainsi qu'une vocation de parti gouvernemental : comme les sociaux chrétiens aiment à le rappeler, les solutions négociées dans leurs rangs peuvent préfigurer les compromis dégagés ultérieurement au sein des coalitions. De ce qui précède, il résulte que le parti entretient une relation particulière, sinon

paradoxe, avec l'axe gauche-droite. *Ad intra*, il a plutôt tendance à répudier ce clivage, source de divisions intestines, en le déclarant obsolète ou non pertinent. *Ad extra*, il est bien obligé de s'y référer pour mettre en évidence une de ses spécificités : une position d'intermédiaire entre les deux pôles. En poussant le constat plus avant, on peut se demander à quel type de centrisme mène ce rapport ambivalent à la ligne de fracture socio-économique. Ne serait-ce pas un centrisme assez indéfini dans son contenu, mais qui, simultanément, s'autoproclame « radical » ? Certaines déclarations récentes d'André Antoine ² pourraient le donner à penser.

L'évolution historique qu'a traversée la famille sociale chrétienne ne simplifie pas le décryptage de ses positions : ainsi, à titre d'exemple, des interférences communautaires ont affecté la manière dont le psc a géré les divergences entre son aile gauche et son aile droite. A cet égard, francophones et néerlandophones se distinguent les uns des autres, depuis des décennies, par quelques traits. En Wallonie et à Bruxelles, la tendance démocrate chrétienne ³, minorisée, est plus radicale, d'autant qu'elle est confrontée à une mouvance conservatrice influente, fréquemment structurée elle aussi. En Flandre, au contraire, grâce au rôle d'interfaces efficacement joué par les autres *standen*, mieux organisés qu'au sud du pays, et à la communion des différents milieux au sein du mouvement flamand, le cvp présente un profil plus authentiquement centriste ⁴. C'est pourquoi, avant le distanciellement de 1968, il contribue à lisser les aspérités au sein d'un parti national, en exerçant une influence modératrice. Lorsqu'après le *Walen buiten*, les francophones se retrouvent face à eux-mêmes, il leur est bien difficile d'échapper aux « raideurs du manichéisme primaire pour les verdicts sans rémission », selon la formule de Pol Vandromme : la « comptabilité chafouine et hargneuse » entre démocrates chrétiens et conservateurs, évoquée par le même auteur ⁵, s'avère plus malaisée à éviter, puisque la confrontation entre les deux blocs est souvent directe. Dès lors, au compromis, produit d'une laborieuse synthèse, risque tôt ou tard de succéder soit l'absence de ligne consensuelle, soit un centrisme imposé d'en haut, qui stérilise la créativité doctrinale du parti. Comme on le verra dans la deuxième section, le psc n'a pas réussi à échapper en tout temps à de telles impasses, suivies il est vrai de revirements. Quoi qu'il en soit, il paraît assez évident qu'une ligne brisée est plus difficile à reconstituer et à interpréter qu'une droite.

Enfin, même pour le spécialiste, la polysémie du concept de « centre » est quelquefois déroutante. Cette notion fait partie d'un vocabulaire politique malléable qui, selon les locuteurs, les moments et les enjeux, peut recevoir des contenus très différents. Ainsi le « centre », tel qu'un Pierre Harmel le conçoit, renvoie à une position modérée, qui cherche à allier l'efficacité du marché aux correctifs requis par la solidarité. Il est foncièrement différent du « centrisme lucide et responsable » dont le CEPIC se revendique dans les années soixante-dix, qui masque un programme nettement orienté à droite.

Pourquoi, dès lors, continuer à utiliser des concepts dont certains acteurs affirment qu'ils sont dépassés ? J'y vois au moins deux raisons. D'une part, à condition de déterminer ce qu'elles recouvrent aux différentes époques, les notions de gauche, de centre et de droite demeurent pertinentes en histoire politique, ainsi que l'a clairement démontré Jean Stengers ⁶. D'autre part, aujourd'hui encore, elles constituent des

références usuelles pour l'opinion publique, comme le confirment des publications de Paul Claeys et Pierre Desmarez⁷. C'est pourquoi, malgré la difficulté de l'entreprise, je me jeterai à l'eau, en essayant de reconstituer le parcours du parti social chrétien de ce point de vue.

2. L'itinéraire du psc

A. 1945-1968

Durant ce quart de siècle, le psc-cvp est conduit par la génération qui a pris ses rênes dans l'immédiat après-guerre. Son projet politique est, souligne justement Wilfried Martens, «*een visie die niet kan gesitueerd worden in het centrum*»⁸. En d'autres termes, le psc-cvp ne se définit pas comme une formation centriste, mais comme un parti de bien commun. La notion de bien commun est héritée de la théologie thomiste, réaffirmée par Léon XIII, et des penseurs démocrates chrétiens de la fin du XIX^e siècle. Elle est reprise par la doctrine sociale de l'Eglise, puis par le courant personnaliste. Elle ne désigne pas un intérêt général abstrait, mais le bien de chacun réalisé pour tous. Il s'ensuit qu'un parti de bien commun s'adresse aux différents milieux, en vue d'en défendre les intérêts légitimes. Il cherche aussi à atteindre un point d'équilibre ou à dégager une synthèse dans les matières controversées, lorsqu'il y a antagonisme des positions. La transaction est négociée entre des pôles plus ou moins nettement identifiés. Depuis 1945, ce ne sont pas des *standen*, surtout du côté francophone, puisque ceux-ci n'ont plus, du moins en principe, de représentation directe dans les organes du parti. Il s'agit plutôt de tendances, ultérieurement appelées «familles»: soit une gauche démocrate chrétienne, en connexion avec le mouvement ouvrier chrétien (moc); une droite conservatrice, qui relaie les vues de la bourgeoisie et, plus encore, celles des classes moyennes; enfin, un «marais» qui refuse toute étiquette, mais est surtout peuplé de notables. Avant 1968, la coexistence des tendances garantit-elle un équilibre harmonieux dans la doctrine, dans les structures internes et dans la pratique politique des sociaux chrétiens? Rien n'est moins sûr.

La doctrine? Elle est énoncée en 1945 dans le célèbre programme de Noël. Jusqu'à la fin des années soixante, elle ne connaît que des inflexions mineures, dues à la conjoncture plus qu'à des changements d'orientation. En matière socio-économique, elle ne se situe pas vraiment «au juste milieu». Les analystes la positionnent au centre gauche, parfois même dans la mouvance progressiste. Cinq éléments contextuels expliquent cette hardiesse relative dans l'énoncé des principes. Je les citerai par ordre croissant d'importance: l'influence intellectuelle du rapport Beveridge; l'aspiration au renouveau, qui suit temporairement la Libération; la nécessité de parachever le *Welfare State* et l'économie de concertation, dans le sillage du pacte social de 1944; les ouvertures réformistes obtenues, à l'arraché, par les jeunes des mouvances *La Relève* et *Het Westen*, ainsi que par «l'architecte du cvp», Paul-Willem Segers; enfin et surtout, la volonté de couper l'herbe sous le pied à un concurrent redouté avant les élections de février 1946: l'Union démocratique belge, perçue comme une dissidence progressiste du parti social chrétien.

A mesure que le contexte se transforme, on assiste cependant à «un affadissement de l'idéologie généreuse qui caractérise le programme de Noël», ainsi que le fait

observer Joseph Verhoeven⁹. Cette dilution est frappante de 1950 à 1954, sous les gouvernements sociaux chrétiens homogènes : elle ne s'explique donc pas par la pratique de la coalition. Elle est parfois accentuée par l'agenda politique, mais ce dernier n'en est nullement la cause ultime. L'estompement dont il s'agit est voulu par des éléments conservateurs, voire réactionnaires, que le parti croit devoir intégrer ou réintégrer après 1945. Il résulte aussi de l'exercice fréquent du pouvoir qui, souligne Emiel Lamberts, pousse les sociaux chrétiens à adopter une attitude assez conservatrice, en jouant un rôle de garants de l'ordre établi¹⁰. C'est seulement, note Wouter Beke, « lorsque ce pouvoir est en péril que le parti réaffirme les principes qui lui sont propres »¹¹. Bref, la doctrine, assez progressiste, est largement déconnectée de l'action, au risque de se réduire parfois à des formules incantatoires.

Les structures du parti ? De 1945 à 1968, le psc apparaît à cet égard comme plus « à droite » que le cvp. Pendant les vingt premières années, la présidence de l'aile francophone est exercée successivement par trois conservateurs : Augustin Roberti, Paul Herbiet et Charles Derbaix. Entre 1964 et 1968, elle revient à deux « sans famille » d'origine bourgeoise : Pierre Harmel et Albert Parisi. Les « amis du moc » sont réduits à la portion congrue au comité national, ancêtre du comité directeur : ils détiennent un sixième des mandats francophones jusqu'en 1949, un cinquième jusqu'en 1960 et n'atteignent péniblement le tiers qu'en 1966-1967. De même, leur part dans la représentation parlementaire du psc oscille entre 11 et 15 % de 1946 à 1954. Elle n'approche les 30%, sans les atteindre, que dans la seconde moitié des années soixante. A la différence de ce qui se passe en Flandre, mais dans la continuité de l'entre-deux-guerres, c'est un bloc conservateur qui domine les instances sociales chrétiennes de Wallonie et de Bruxelles : les mandataires issus des classes moyennes, dans une certaine mesure aussi ceux du monde agricole, se rangent habituellement aux côtés de la droite bourgeoise. Pareil déséquilibre entraîne des effets pervers pour le moc : une partie de ses membres et, plus encore, de ses militants refuse toute « inféodation » au psc jusqu'à la lutte scolaire de 1954-1958, ce qui accroît la sous-représentation de la tendance progressiste. Dès lors, les tirades réitérées d'un Jo Gérard sur « l'emprise de la démocratie chrétienne » ou sur l'omnipotence, dans l'appareil, des « marxistes planants et planifiants » relèvent de la mystification pure et simple.

La pratique politique ? Elle est oscillante. Les coups de barre à droite, parfois très nets, suscitent de vives réactions aux syndicats chrétiens (csc), qui guerroient pour en atténuer les effets. Cette attitude défensive leur vaut pourtant l'opprobre du *Rappel* et de *La Libre Belgique*. Plus rares, les politiques de centre gauche entraînent la cristallisation d'une tendance droitnière, qui agite le spectre de la dissidence et dont certains éléments passent à l'acte. On relève, dès lors, des épisodes de grande confusion, au cours desquels la lutte entre tendances fait rage, avant de conduire à une défaite électorale. Analysons quelques moments-clés de cette longue période.

Le gouvernement Spaak (mars 1947-juin 1949) n'a pas d'équivalent depuis 1925-1926 : il associe le psc-cvp, qui vient d'être relégué dans l'opposition pendant un an et demi, aux socialistes. Il réalise des réformes de structures demandées par les salariés, mais sa politique en matière de fiscalité et de contrôle des prix suscite l'ire des indépendants. Dans le parti, elle est dénoncée par la droite conservatrice comme

«ouvriériste». Au sud du pays, celle-ci menace de déposer des listes dissidentes, placées sous le patronage de René de Dorlodot, sénateur «catholique indépendant» de Charleroi, avec le soutien du *Rappel* et de *La Libre Belgique*. Dans la capitale, le futur député Paul Vanden Boeynants et le publiciste Jo Gérard, directeur de l'hebdomadaire *Vrai*, fondent en 1949 un Comité pour le redressement du psc, parti qui, selon eux, serait tombé aux mains de la «canaille marxiste». Pour contenir les forces centrifuges, les sociaux chrétiens francophones commencent à virer de bord, en abandonnant le centre gauche. La polarisation croissante sur la question royale les rejette vers la droite de l'échiquier. En dépit des réticences de certains mandataires, le retour de Léopold III devient la priorité par excellence, avec en perspective la conquête d'une majorité absolue. Les vues généreuses du programme de Noël sont littéralement envoyées au placard.

Le coup de barre à droite se poursuit au lendemain du difficile règlement de la question royale, assuré par le gouvernement Duvieusart, mais jugé inacceptable par une large frange de l'opinion catholique. Les ultra-léopoldistes exigent une épuration, qui pourrait dégénérer en chasse aux sorcières pour les démocrates chrétiens, déjà minorisés. Il faut que Louis Dereau, secrétaire général de la csc, monte au créneau pour protéger ses amis politiques. Finalement, la Saint-Barthélemy, tant redoutée par le moc, se réduit à un léger coup de balai, sous la forme d'une mise à l'écart temporaire des modérés du cabinet Duvieusart.

Les gouvernements homogènes psc-cvp dirigés par Joseph Pholien et par Jean Van Houtte (août 1950-avril 1954) concrétisent les projets scolaires de Pierre Harmel, dont la démocratisation des études est une composante indéniable. En matière socio-économique, pourtant, ils pèchent par leur immobilisme : les mesures hardies souhaitées par la csc s'embourbent ou ne voient pas le jour. C'est la droite molle qui donne le ton. Dans un parti toujours traumatisé par l'affaire royale, l'air est difficilement respirable pour les démocrates chrétiens. En 1953, Vincent Foucart, ancien président national de la joc, permanent syndical de la csc et militant du psc, mande ainsi à August Cool : «Nos amis politiques rencontrent aujourd'hui des difficultés énormes pour rester eux-mêmes au sein d'un parti dont une grosse partie est à tendance réactionnaire, conservatrice. Nous subissons (...) cette situation pour des raisons de religion»¹². De guerre lasse, la csc, temporairement alliée à la FGVB, adresse des coups de semonce à la majorité. La riposte s'organise aussitôt dans la droite bruxelloise. En septembre 1953, le député psc André Saint-Remy, l'ancien député Emile Welter et quelques autres créent le Rassemblement social chrétien de la liberté, dont ils veulent faire un groupe de pression interne au parti, afin d'y combattre «les accents trop marxistes». Comme la direction nationale leur refuse ce droit, ils font dissidence en 1954, obtenant un siège à la Chambre pour Saint-Remy. Certes, à la suite de la lutte scolaire, l'intéressé réintègre le psc. Mais c'est pour y créer avec d'autres, dès avril 1955, un «mouvement d'idées et d'action sociales», en vue de contrebalancer «l'influence excessive» de l'aile progressiste du parti. Le mic (Mouvement chrétien des indépendants et des cadres) n'est plus désavoué – ne faut-il pas rassembler toutes les forces d'opposition au gouvernement Van Acker? – alors qu'il est idéologiquement très marqué à droite. S'y côtoient des ultras, tel Pierre Nothomb, des éléments aux accents poujadistes, comme Paul Vanden Boeynants

et Louis Zurstrassen, ainsi que des conservateurs bon teint, à l'instar d'un Eugène Charpentier ou d'un Désiré Lamalle. Bref, l'inconsistance des gouvernements homogènes, dénoncée par tous, suscite des frustrations qui, à leur tour, perpétuent la bipolarisation dans le parti.

Aussi l'union sacrée contre la coalition socialo-libérale (avril 1954-juin 1958) masque-t-elle bien des lézardes. Les composantes du moc, en particulier la csc, occupent les avant-postes au sein du Comité national de défense des libertés démocratiques et dans la lutte contre « l'étatisme » du ministre Troclet, en matière de sécurité sociale. A raison d'ailleurs, la droite les suspecte de vouloir toucher les dividendes politiques de leur loyalisme envers le pilier catholique. La cléricalisation du parti, qui résulte du combat mené contre les projets Collard en matière scolaire, ne rassure pas davantage les démocrates chrétiens : les conservateurs de Bruxelles et de Liège ne dissimulent pas leur préférence pour une politique de revanche scolaire qui, par la bande, leur permettrait de marginaliser davantage l'aile gauche du psc. C'est avec colère que les progressistes chrétiens voient leurs amis liégeois tenus à l'écart de la liste élaborée en vue du scrutin législatif du 1^{er} juin 1958. D'une pacification scolaire, le moc espère néanmoins que résulteront des avancées en matière socio-économique, tandis que l'acw, son équivalent flamand, désire engranger en sus l'un ou l'autre succès au plan communautaire. Elargi aux libéraux, le gouvernement Eyskens (novembre 1958-mars 1961) avance bien moins sur le premier terrain que sur le second : la suppression du volet linguistique des recensements se profile à l'horizon.

Il n'empêche que, pour la gauche chrétienne, des perspectives moins défavorables semblent se dessiner. Tout d'abord, en Flandre comme en Wallonie, les intellectuels catholiques sont de plus en plus gagnés au keynésianisme : ils mettent l'accent sur la modernisation des structures économiques et sur le dynamisme de la politique sociale, qui impliquent l'une et l'autre un rôle plus actif de l'Etat, afin d'orienter le marché et d'accroître l'offre de biens collectifs. Ensuite, le président national du psc-cvp, par ailleurs rival du Premier ministre Gaston Eyskens, se montre réceptif aux vues réformistes d'un André Oleffe, leader du moc et figure de proue de la Commission bancaire, ou encore à celles d'un François Persoons, tête pensante de *La Relève*. Ces influences transparaissent dans le discours de Louvain (26 mai 1960), par lequel Théo Lefèvre désavoue la politique assez libérale du gouvernement, avant de plaider implicitement pour un renversement d'alliance avec les socialistes. Enfin, la conjoncture crédibilise doublement un virage vers le centre gauche : d'une part, la csc fait la preuve de sa modération, en ne participant pas à la « grève du siècle » contre la loi unique, sans cacher pour autant sa profonde insatisfaction devant les amendements péniblement obtenus en la matière ; d'autre part, les conservateurs se discréditent en soutenant vainement les efforts du Palais, tendant à instaurer un « gouvernement d'affaires » sous l'égide de Paul Van Zeeland, au plus fort de la crise congolaise. Le résultat des urnes (26 mars 1961) est clair : l'orientation Eyskens est désavouée par la perte de huit sièges de députés sociaux chrétiens, dont six en Wallonie et à Bruxelles. La voie semble toute tracée pour une coalition « travailliste » : le gouvernement Lefèvre-Spaak (avril 1961-mai 1965).

Le psc francophone parviendra-t-il à assumer, sans heurts, une politique de centre gauche ? Très vite, le doute s'installe. La droite cherche un contrepoids à Théo

Lefèvre: elle propulse Paul Vanden Boeynants à la présidence du psc-cvp. C'est là le début d'un processus de *verrechtsing* (ou coup de barre conservateur). Bientôt, l'essentiel des débats au comité national du parti consiste en réquisitoires contre l'action du Premier ministre. Le virage à droite s'accroît après la création du PLP-PVV, en octobre 1961: l'aile conservatrice du psc-cvp se sent menacée, du côté francophone surtout, par la stratégie d'Omer Vanaudenhove. Comment éviter la bipolarisation socio-économique de type anglo-saxon, délibérément recherchée par le président libéral, qui lui permettrait de fédérer – dans un parti désormais ouvert aux chrétiens – les défenseurs de l'initiative privée face aux tenants du «travaillisme»? Comment surtout empêcher le décrochage des classes moyennes catholiques, que Théo Lefèvre prend à rebrousse-poil en les qualifiant de «mauvaise graisse»? La pertinence de ces appréhensions se vérifie à l'analyse du scrutin du 23 mai 1965, dont la droite du psc sort traumatisée.

Voilà qui risque de ruiner la tentative de rééquilibrage interne entreprise par la démocratie chrétienne. A son tour, le moc sort ses griffes. En 1964, il dément vigoureusement l'affirmation de la presse conservatrice, selon laquelle la tendance bourgeoise procurerait au psc plus de la moitié de son électorat: 55 à 58 % de ce dernier est, martèle-t-il, constitué de salariés et d'appointés. Chiffres à l'appui, le moc dénonce en outre sa sous-représentation dans les organes du parti, ainsi que les manœuvres droitières visant à écarter ses amis politiques, soit de comités d'arrondissement, soit de places en ordre utile sur les listes électorales. Dans deux arrondissements wallons, les démocrates chrétiens mettent d'ailleurs sur pied leur organisation spécifique, avec sections locales et affiliations individuelles: si le Mouvement des travailleurs chrétiens (MTC) de Charleroi se bat encore au sein du psc, la Démocratie chrétienne liégeoise (DCL) est obligée de présenter sa propre liste aux élections communales d'octobre 1964, dans la Cité ardente. Le MTC et la DCL promeuvent une éphémère tentative de structuration de l'aile gauche du parti, sous le nom de Fédération de la démocratie chrétienne wallonne, en mars 1966. Au psc, les tensions internes ne s'apaisent nullement.

B. 1968-1972

En 1968, après la chute du gouvernement Vanden Boeynants-De Clercq et le distanciellement envers le cvp, la situation du parti, en recul depuis une décennie, paraît à tout le moins problématique. Tout d'abord, la formation sociale chrétienne ne parvient pas à récupérer la frange conservatrice de son électorat passée au PLP. Ensuite, la percée des partis fédéralistes – FDF et Rassemblement wallon – lui taille des croupières. Elle se solde par un exode de jeunes intellectuels, mais aussi par un affaiblissement de l'aile gauche, évident lors des élections communales d'octobre 1970, marquées par la constitution d'assez nombreux cartels rw-démocratie chrétienne et par le ralliement au FDF de la Démocratie bruxelloise, pilotée par François Persoons. Enfin, le président Léon Servais ne réussit pas à mettre en chantier la rénovation du psc. C'est pourquoi il fait l'objet, en novembre 1970, d'un «coup d'Etat» et se retrouve flanqué d'un directoire, présidé par Charles Hanin. Cette sorte de comité de salut public tente de redresser la barque sociale chrétienne en lançant un programme axé sur «la nouvelle société», une thématique largement inspirée des vues du Premier

ministre français Jacques Chaban-Delmas, mais l'opération tourne court. Certes, le psc n'entend plus être un parti de bien commun, dénomination vieillotte en un temps où les références à la doctrine sociale de l'Eglise s'estompent, mais il ne parvient pas encore à se doter d'une nouvelle identité.

Les incertitudes qui pèsent sur son avenir sont d'autant plus grandes que se développent des manœuvres de déstabilisation, tendant à recomposer le paysage politique par une bipolarisation gauche-droite, tandis qu'une tentative ultérieure de consolidation, sur une position de centre gauche cette fois, est vouée à l'échec. Voyons cela de plus près en reprenant le fil des événements. En mars 1969, Paul Vanden Boeynants annonce son intention de lancer «une constellation politique nouvelle», sous la forme d'un grand parti à la fois unitariste et conservateur, qui réunirait les «élément sains» du psc-cvp et du PLP-PVV, en vue de lutter contre la gauche et contre les forces centrifuges menaçant l'avenir du pays. Il éveille l'intérêt d'Omer Vanaudenhove. Cependant, il se heurte à l'opposition catégorique des libéraux anticléricaux, de la démocratie chrétienne et, surtout, du cvp. Le mois suivant, après que la 51^e semaine sociale du moc ait vu s'exprimer des positions assez radicales, des dirigeants régionaux des organisations ouvrières chrétiennes et des intellectuels fondent le mouvement Objectif 72 Wallonie-Bruxelles. Selon François Martou, un des promoteurs de l'entreprise, celle-ci devrait être «le catalyseur d'une rupture avec le psc» et l'aiguillon d'un regroupement travailliste. C'est en écho à cette initiative que, le 1^{er} mai suivant, Léo Collard, président du psb-BSP, lance son appel au rassemblement des progressistes, lequel reviendrait à détacher les démocrates chrétiens du psc. La bipolarisation souhaitée par Collard n'aboutit pas, notamment en raison de la prégnance des piliers et de l'approfondissement du clivage communautaire, qui renvoie les enjeux socio-économiques au second plan. Il n'empêche qu'André Oleffe, président du moc, s'alarme de la déliquescence sociale chrétienne. Pour empêcher toute opa sur ses militants et pour restaurer l'unité d'expression politique de son mouvement, il conçoit le projet de susciter la création d'une Démocratie chrétienne pour la Wallonie, qui s'intégrerait au psc où elle obtiendrait la moitié des fonctions dirigeantes et des mandats. Ainsi renforcé, le parti se repositionnerait au centre gauche. Cependant, ni la droite sociale chrétienne, ni certaines fédérations régionales du moc n'acceptent de s'engager dans pareille voie. Finalement, le mouvement ouvrier chrétien avalise sa situation de fait en optant ouvertement pour le pluralisme politique, le 26 février 1972. De son côté, quatre ans après la rupture avec le cvp, le psc se cherche encore.

C. 1972-1981

Pour mon propos, la présidence à éclipses ¹³ de Charles-Ferdinand Nothomb (mars 1972-avril 1979) marque une césure importante: outre l'avènement d'une nouvelle génération à la tête du parti et un changement de style, l'orientation centriste est, pour la première fois, clairement affichée, sinon délibérément revendiquée. Elle s'impose à la direction sociale chrétienne à la fois pour des raisons d'équilibre interne et de rayonnement externe.

Voyons, en premier lieu, les considérations internes. Tout d'abord, il convient de prendre en compte les conséquences de l'institutionnalisation des «familles».

En effet, le pluralisme politique du MOC et la nécessité de colmater les brèches de l'aile gauche conduisent à la structuration officielle d'une Démocratie chrétienne de Wallonie, de Bruxelles et des cantons de l'Est, comme espace d'accueil pour les militants ouvriers au sein du psc. Cette dc obtient une représentation plus substantielle – de l'ordre d'au moins un tiers des mandats, parfois davantage – au Parlement et dans les organes du parti. En contrepartie, la formation sociale chrétienne est obligée de reconnaître un droit d'organisation similaire aux représentants des classes moyennes et des professions libérales, rassemblés dans le Centre politique des indépendants et cadres chrétiens (CEPIC), héritier du MIC. Comme les deux tendances entretiennent des relations difficiles, c'est un troisième larron – le groupe des « sans famille »¹⁴ – qui fait office de trait d'union, en tentant de concilier les points de vue. Il s'ensuit que le parti est dirigé par son propre centre. Ensuite, la voie centriste convient parfaitement au nouveau président, dont elle assoit l'autorité morale et valorise l'inventivité. Dans son rôle d'arbitre, Charles-Ferdinand Nothomb passe beaucoup de temps à confesser les « familles », mais il veille simultanément à ce qu'elles se contrebalancent, et donc se neutralisent. Il a, dès lors, les mains libres pour mener à sa guise les opérations qui l'intéressent davantage, comme le redressement de l'image du psc et la rénovation de ses structures, dont il peut se flatter d'être, avec son entourage immédiat, le principal artisan. N'oublions pas que l'intéressé doit aussi trouver quelques satisfactions intellectuelles dans l'exercice d'une tâche ingrate. Or, Charles-Ferdinand Nothomb jubile lorsqu'on lui fournit l'occasion de marier l'eau et le feu, en imaginant un de ces scénarios compliqués dont il a le secret. Enfin, il est temps, écrit-il, de rompre avec « les formules doctrinales trop vagues comme le bien commun, le personnalisme non autrement défini ou le programme de 1945 »¹⁵, derrière lesquelles on reproche souvent aux sociaux chrétiens de masquer leurs divisions. Précisément, en ce début des années soixante-dix, le centrisme n'est-il pas à la mode dans les milieux intellectuels francophones ? N'est-ce pas l'heure de gloire d'un Jean-Jacques Servan-Schreiber qui, après avoir dynamisé l'ancien parti radical français, lance le Mouvement des réformateurs avec Jean Lecanuet ? Voilà deux raisons de plus d'orienter le gouvernail vers une position médiane en matière socio-économique.

Le rayonnement externe du parti social chrétien milite, lui aussi, en faveur de cette option. D'une part, il faut ratisser large et couvrir tout l'éventail politique, à la fois pour ramener les déçus au bercail et pour y attirer les électeurs en déshérence¹⁶. A cet effet, il convient de permettre à la gauche comme à la droite du parti de se profiler à travers leur propre programme, leurs organes de presse, leurs congrès, avant de tenter la synthèse des diverses positions. D'autre part, pour réaliser le rêve présidentiel – le psc, premier parti de Wallonie à l'horizon de 1983 – il importe d'adopter une ligne qui facilite les convergences, au cas où un élargissement se profilerait à l'horizon. On sait qu'après des contacts discrets avec la mouvance Perin-Gol-Knoops, mal à l'aise au sein d'un Rassemblement wallon en voie d'implosion, Charles-Ferdinand Nothomb lance un appel à l'unification des forces centristes « dans un programme de réalisme et de réformes », le 29 mai 1976. Il déploie toute son énergie afin d'intégrer l'aile « réformatrice » du rw dans un parti plus déconfectionnalisé. A la grande satisfaction du PRLW, que rejoindront finalement François Perin et ses amis, la tentative avorte pour différentes raisons : l'opposition

de la démocratie chrétienne, qui redoute une perte d'influence, les réticences des partisans de l'option confessionnelle, désireux de demeurer le bras politique du pilier catholique, enfin les aversions envers les personnes d'Etienne Knoop, jadis « traître » à l'égard du psc, et du « droitier » Jean Gol.

Quoi qu'il en soit, même s'il contribue à la relance du parti et aux meilleurs résultats électoraux de 1974, 1977 et 1978, le cap du centrisme éclectique présente des inconvénients. Tout d'abord, il absorbe beaucoup d'énergie, afin d'arbitrer les « matches » entre tendances pour l'attribution des sièges au comité directeur, la confection des listes électorales, la répartition des portefeuilles ministériels ou le balancement des résolutions de congrès. Ensuite, il faut s'accommoder d'une certaine cacophonie dans l'expression publique des positions politiques : les vues des « familles » ne coïncident pas en tous points avec l'attitude arrêtée ultérieurement par le parti, loin s'en faut. Enfin, comme la dc et le CEPIC se structurent jusqu'au niveau des comités d'arrondissement, voire des sections locales, les empoignades et les luttes d'influence risquent de se multiplier aux différents échelons de la pyramide sociale chrétienne, au point de lasser les plus conciliants. Quand il apparaît que le CEPIC dérape en attaquant, sabre au clair, la direction du psc, un « plan de désescalade » doit être mis au point par le député José Desmarests, en juin 1977, pour ramener le droit à l'expression autonome dans des limites plus acceptables. Bien accueilli par le comité directeur, ce plan prévoit, entre autres, l'accession de P. Vanden Boeynants à la présidence du mouvement. En assumant cette fonction (1977-1979), vdb exerce, certes, une influence modératrice. Mais il laisse aussi le champ libre à des personnages troubles, qui organisent un noyautage par l'extrême droite.

Au retrait de Charles-Ferdinand Nothomb, passé au « perchoir » de la Chambre, et après un court intérim exercé par Charles Hanin, c'est Paul Vanden Boeynants qui revient à la présidence du psc (octobre 1979). On ne connaît pas les mobiles de l'intéressé avec certitude, mais on peut les subodorer : le Bruxellois veut à la fois renforcer sa position personnelle et orienter le parti plus à droite, comme l'en prient certains de ses amis. Il reconnaîtra après coup avoir commis une erreur d'appréciation. Pour différentes raisons, en effet, le climat s'alourdit au sein de la formation sociale chrétienne. En premier lieu, il y a la grogne de la génération montante, qui assimile ce *come back* à un retour au passé. En deuxième lieu, la rivalité entre « familles » dégénère en guerre ouverte : la tendance progressiste n'a aucune confiance dans l'ancien leader du CEPIC, tandis que l'aile droite crie au « coup de poignard dans le dos » quand quelques démocrates chrétiens participent à la rencontre de Coronmeuse (Liège, 1979) sur le rassemblement des progressistes, patronnée par la csc et par la FGVB. En troisième lieu, le psc ne parvient pas à harmoniser son glissement idéologique vers le néo-libéralisme, patent lors des tumultueux congrès de Floreffe (décembre 1980 et mars 1981), et la poursuite d'une coalition peu enthousiasmante avec les socialistes, dont la politique budgétaire dispendieuse hérisse ses cadres. En quatrième lieu, le scandale du CEPIC éclate au printemps 1981, lorsque la Sécurité de l'Etat révèle des accointances avec l'extrême droite. C'est la déroute lors du scrutin du 8 novembre 1981, qui alimente les reproches entre « familles », puis mène à la démission d'un président affaibli. C'est alors que commence « l'ère Deprez » : elle va durer plus de quatorze ans (décembre 1981-mars 1996).

D. 1981-1996

D'entrée de jeu, le nouveau président du psc fait preuve de fermeté en imposant la mise en veilleuse des « familles ». Ces dernières sont réduites au rang de simples tendances, dépourvues de structures autonomes, de recrutement propre et de droit à l'expression externe. Ainsi doivent prendre fin les luttes d'influence entre des courants qui, selon Gérard Deprez, se comportaient en « partis dans le parti ». Dès le 24 novembre 1981, le comité directeur décide d'exiger des mandataires sociaux chrétiens la signature d'un « engagement de comportement politique », par lequel ils renoncent à défendre publiquement des vues qui s'écarteraient des positions du psc. Le 19 janvier 1982, on assiste à la liquidation du CEPIC, déserté par ses parlementaires. Avec quelques « sans famille », ceux-ci constituent sur-le-champ un Rassemblement du centre, à la fois plus modéré et plus discret. Le 16 février suivant, les conditions auxquelles un droit de tendance peut s'exercer sont précisées : pas de structures parallèles aux organes statutaires du parti, pas de prises de position publiques par conférences ou communiqués de presse, pas d'affiliations indirectes et collectives via une tendance. Les « familles » sont donc obligées de s'effacer peu à peu de la scène politique. Elles se muent en lieux de réflexion doctrinale largement dépourvus d'influence sur l'opinion publique, à l'instar des clubs Démocratie et créativité, lancés en 1988 par Philippe Maystadt. Désormais, les contacts avec les différents milieux sociaux se nouent sans intermédiaire, sous la houlette de Gérard Deprez.

Avec ce dernier, le psc passe à un nouveau type de centrisme, que je qualifierais volontiers de présidentiel. Au plan idéologique, il adopte plutôt un profil bas : il glisse, selon la *Revue nouvelle*, fort critique à l'égard de pareille option, de « l'ambition de la synthèse, certes difficile, à une identité de l'extrême centre ou du point neutre », fondée sur la « doctrine du ni-ni (ni libéral, ni socialiste) »¹⁷. En tout cas, le discours social chrétien paraît largement subordonné à une stratégie d'occupation du pouvoir. Celle-ci consiste à préserver la position pivotale du parti, afin de pratiquer un jeu de bascule entre des libéraux et des socialistes, que des incompatibilités d'humeur comme de programme ne cessent d'opposer. La ligne sociale chrétienne est en grande partie déterminée par la troïka Deprez-Maystadt-Wathelet : les deux derniers nommés jouent alternativement le rôle de chien de garde dans des coalitions formées avec les bleus, puis avec les rouges. Sans doute le psc pèse-t-il ainsi sur le jeu politique, où son président se pose en « horloge parlante de l'histoire belge »¹⁸ : il décrète tantôt que « ce n'est pas l'heure des socialistes », tantôt que les libéraux doivent faire banquette. C'est cependant le partenaire gouvernemental qui, du moins en termes d'image, imprime sa marque sur la politique à mener : le centre droit ou le centre gauche. De plus, ces mouvements pendulaires génèrent des frustrations, qui finissent par nuire aux sociaux chrétiens.

La coalition avec les libéraux (décembre 1981-octobre 1987) détériore les relations avec le Mouvement ouvrier chrétien, surtout francophone. Toutefois, le psc n'est pas vraiment menacé par la création prématurée du parti Solidarité et participation : soutenu par certains cadres du moc, SEP est voué à l'échec lors des élections législatives d'octobre 1985. Le renversement d'alliance de 1988, qui ouvre la voie à onze ans de gouvernement avec les socialistes (mai 1988-juin 1999), s'avère plus problématique : il implique la dénonciation unilatérale du pacte de huit ans,

conclu avec le PRL pour diriger la Communauté française et la Région wallonne. L'inimitié libérale qui en résulte incite Louis Michel à courtiser les socialistes, d'abord aux échelons communal et provincial, puis à la Région bruxelloise. A terme, le psc risque d'être mis hors jeu.

Difficilement réélu à la présidence en juillet 1994, Gérard Deprez sent le vent tourner. Il cherche une porte de sortie. Sans attendre que la refondation du psc, lancée à l'occasion du cinquantenaire du parti, ait véritablement décollé, il organise sa succession, en avançant la candidature de Joëlle Milquet. Or, en mars 1996, celle-ci est battue par Charles-Ferdinand Nothomb, replacé à la tête d'une formation on ne peut plus divisée. En juin 1997, le même Gérard Deprez lance une offensive remarquée sur la scène médiatique. Il a, dit-il, connu son chemin de Damas à la lecture d'une étude de l'économiste Robert Deschamps, inquiétante pour le sort de la Wallonie. Afin de redresser celle-ci, le psc devrait se mettre en mouvement et constituer un pôle de centre droit avec les libéraux. La plupart des sociaux chrétiens refusent pareil scénario. S'ensuivent une rupture avec l'ancien président (janvier 1998), puis la création par ce dernier d'un Mouvement des citoyens pour le changement, bientôt allié au PRL-FDF.

E. De 1996 à nos jours

Les avatars récents du psc sont dans toutes les mémoires. La présidence de Charles-Ferdinand Nothomb (mars 1996-juin 1998) n'est pas un succès: le parti pique du nez dans les sondages; la tentative de renversement d'alliance avec le PRL, entreprise en cours de législature, est un fiasco qui rapproche davantage libéraux et socialistes. A un an des élections législatives de juin 1999, Philippe Maystadt est appelé en catastrophe à la tête de la formation sociale chrétienne, pour limiter les dégâts. Il lance l'opération du «Nouveau psc», essentiellement cosmétique. Il axe la campagne du parti sur le thème de la proximité, mais avec des résultats décevants en juin 1999. Puis, il cède le témoin à Joëlle Milquet. Quelques mois après l'arrivée de l'intéressée à la présidence, le cap social chrétien n'est pas plus clairement défini. Richard Fournaux, chef de file du Rassemblement du centre, s'impatiente: «Les gens ne comprennent pas quelle est la ligne du psc. Un coup, on tape d'un côté, un coup, on tape de l'autre»¹⁹. En novembre 2000, Francis Van de Woestyne observe: «Cela fait bientôt cinq ans que le mot refondation a cours au psc. Ce processus de réflexion permanente a, jusqu'ici, été un échec»²⁰. Sans doute le parti ne doit-il pas seulement «raccourcir ses jupes et approfondir son décolleté», selon la formule d'André Antoine²¹: il lui faut sans tarder redéfinir son identité et élaborer un nouveau programme. Or la procession d'Echternach des années 1995-2000, due aux dissensions intestines, provoque un nouveau report des échéances: si le *Manifeste de l'humanisme démocratique* a été adopté en juin 2001, on attend un programme étoffé pour la fin de l'année 2002. *Wait and see...*

Avec d'autres, je n'ai pas caché mon scepticisme envers la méthode que le parti met en œuvre. Celle-ci consisterait, selon Joëlle Milquet, à fonder le projet du psc sur «des clivages spécifiques»²², ou encore à l'articuler à partir d'un «clivage de base, construit sur la tension entre l'humain et le non humain, et non la droite et la gauche»²³. Philippe Engels a signalé que de telles déclarations «feraient fuir

plus d'un sociologue»²⁴. Pour ma part, j'ai suggéré aux sociaux chrétiens de se positionner clairement par rapport aux lignes de fracture qui traversent *réellement* la société. A quoi bon reculer devant l'obstacle, en imaginant des clivages taillés sur mesure ou conçus pour les besoins de la cause ?

Il me paraît également indispensable de donner un réel contenu à l'option centriste, pour autant que celle-ci doive être maintenue. A cet égard, je ne puis me satisfaire intellectuellement de formules imprécises, comme celle avancée par André Antoine : «Le centre, ce n'est pas le plus et le moins. Le centre doit avoir sa valeur propre. C'est beaucoup plus qu'une synthèse»²⁵. A tout prendre, je préfère que la porte, si elle demeure largement ouverte, apparaisse comme telle. Pareille situation transpire, me semble-t-il, dans l'évocation par Joëlle Milquet du «centre d'un équilibre certes à redéfinir»²⁶. Autrement dit, si ce centre est encore une case vide, la réflexion doctrinale en cours au psc n'a-t-elle pas toute raison d'être ?

3. Les inconvénients du centrisme (1981-2000)

Je ne préjugerai pas de l'avenir. Je ne me lancerai pas davantage dans un procès du centrisme en tant que tel : encore faudrait-il l'instruire à charge et à décharge, tâche pour laquelle un historien n'est pas le plus qualifié. Je voudrais plutôt relever les inconvénients – attestés ou plausibles – du centrisme tel qu'il a été pratiqué par le psc au cours des deux dernières décennies. Une telle approche ne me paraît pas divergente avec le *brainstorming* lancé dans le parti, si j'en crois la volonté, clairement affichée par la présidente, de «refermer définitivement une page du psc (...), celle d'un parti ressenti comme un parti mou de compromis»²⁷. Je procéderai en distinguant cinq interlocuteurs auxquels toute formation politique est habituellement confrontée : les électeurs, les militants, les milieux associatifs de la société civile, les partenaires gouvernementaux, les partis adverses ou concurrents.

Le *no man's land* idéologique dans lequel les sociaux chrétiens se cantonnent assez souvent depuis une vingtaine d'années a fait l'objet de regrets ou de critiques. Sans doute convient-il à un électorat modéré, rétif aux positions tranchées. Il peut cependant avoir trois effets contre-productifs. Tout d'abord, il confère au psc une faible visibilité externe, aux yeux de citoyens en quête de choix clairs. Ensuite, il apparaît comme consubstantiel à un parti de gouvernement pragmatique, rompu au compromis et identifié à l'appareil d'Etat. Mais lorsque le compromis a mauvaise presse et quand la puissance publique traverse une crise de légitimité, les sociaux chrétiens ne risquent-ils pas d'essuyer, par contrecoup, un rejet de la part de certaines franges de l'opinion publique ? Enfin, ce profil malléable entraîne un déficit d'image auprès des jeunes intellectuels. Ceux-ci n'ont que faire d'un discours terne à force d'être consensuel. Or, de ces forces vives, toute formation politique a besoin comme de pain, afin de renouveler sa pensée et de dynamiser son fonctionnement.

Pour certains militants sociaux chrétiens, le vague entretenu autour du projet de leur parti, autant que ses priorités essentiellement gestionnaires, peut s'avérer démobilisateur. Ainsi, lorsque les renversements d'alliance sont dictés par de pures considérations tactiques, comment expliquer que «ce qui était ne peut plus être» ? Quand la doctrine est brumeuse, afin de pouvoir se dilater tantôt à bâbord, tantôt à tribord, comment y adhérer de tout son cœur ? Pour peu qu'un parti accroché au

pouvoir néglige « la réflexion fondamentale sur la manière d'adapter son action à ses valeurs dans une société en mutation », ainsi que le disait Philippe Maystadt ²⁸, ne donne-t-il pas à ses troupes un moral de vaincu ? En tout cas, lorsque de nouveaux courants d'idées émergent, il n'est guère motivant d'avoir le sentiment d'être des carabiniers d'Offenbach...

Pour les milieux associatifs plus ou moins liés au pilier catholique, un centrisme mou risque d'apparaître, surtout en période de crise, comme une forme d'hypocrisie. A quoi rime un discours lénifiant sur la bonne entente entre membres de « la grande famille chrétienne », lorsque l'expérience prouve que les divergences d'intérêts sont récurrentes ? La politique du juste milieu ne masquerait-elle pas une incapacité à poser des choix ou encore une inertie coupable devant les inégalités, qui se creusent dans le corps social ? S'il aime tant gouverner, le psc ne serait-il pas, en fin de compte, le complice ou le coauteur de tous les « mauvais coups » infligés à la sphère non marchande ? Avec la montée de la grogne, de telles interrogations peuvent se muer en interpellations, puis en accusations.

Aux partenaires gouvernementaux, l'aphasie idéologique relative du psc inspire des sentiments contradictoires, où l'exaspération finit par l'emporter. Certes, elle est apparemment valorisante pour le coalisé qui, dans le discours, peut marquer l'attelage de son empreinte. Dans les faits, elle est cependant stérilisante : puisque les chiens de garde sociaux chrétiens veillent au *statu quo*, l'allié a l'impression de piétiner ; quant à la surreprésentation du psc dans l'appareil d'Etat, il n'est pas question d'y toucher. D'où l'acrimonie qui s'exhale lorsque de telles coalitions, finalement perçues comme des jeux de dupes, se disloquent.

Enfin, l'extrême souplesse doctrinale du psc donne des armes à ses adversaires et concurrents, lors des consultations électorales. « Les courbes rentrantes des sociaux chrétiens ne révèlent-elles pas l'inconsistance d'une formation invertébrée ? », feint de demander le premier. « A quoi bon voter pour une pâle copie, si l'on peut obtenir le vrai changement en donnant sa voix à un parti vraiment original ? », ajoute le deuxième. « N'est-il pas malsain, en démocratie, de conférer à un acteur minoritaire le privilège exorbitant de traiter ses rivaux en partenaires supplétifs ? », persifle le troisième. J'arrête là les sarcasmes, très souvent entendus dans les médias. Ils indiquent, à tout le moins, qu'à force de s'être rendu indispensable à ses compétiteurs, le psc leur est devenu indésirable, sinon insupportable.

Allons plus avant : la recomposition en cours du paysage politique belge et européen n'incite-t-elle pas les concurrents de la formation sociale chrétienne à tenter de phagocyter celle-ci, en organisant méthodiquement le rétrécissement du centre ? Je n'entretiens aucun doute à cet égard. Sans états d'âme, le ps d'Elio Di Rupo peut se parer des plumes de la modernité, lorsque son socialisme gestionnaire emprunte quelques accents au *Neue Mitte* du chancelier Schröder ou à la *Third Way* de Tony Blair. Quant au libéralisme de Louis Michel, dépourvu de véritable compétiteur à droite, comment pourrait-il s'étendre, sinon en mordant sur l'espace occupé par le psc, selon une habitude bien ancrée depuis 1961 ? D'où son inclination sociale, son appétence pour le centre progressiste, voire – Daniel Ducarme a osé la formule sur les antennes de la RTBF – sa vocation naturelle de « parti de bien commun »...

Je conclus en deux mots. Comme en 1945 et en 1968, le psc est à la croisée des chemins : il doit redéfinir son projet politique. A cet égard, le positionnement sur l'axe gauche-droite lui a toujours posé problème : il a tendance à l'éluder, pour contenir ses divisions internes, mais il ne peut s'empêcher d'y référer, afin de manifester la spécificité de sa démarche et de mettre en lumière sa place sur l'échiquier. Il y a là une tension qui devrait, me semble-t-il, être assumée de façon plus mature. Après tout, si le centre existe, n'est-ce pas en se distinguant d'une gauche et d'une droite ? Et, pour autant que ce centre garde une raison d'être, n'est-il pas indispensable d'en déterminer les contours, mais aussi le contenu, avec rigueur et précision ? Au psc d'aujourd'hui, je rappellerai simplement le titre du programme de Noël 1945, avec l'interpellation qu'il recèle : *Les chantiers sont ouverts... Quel sera l'architecte ?*

Notes

¹ *La Libre Belgique*, 30-31 décembre 2000.

² *La Libre Belgique*, 9 mars 2000.

³ Comme les autres historiens belges, je réserve ce qualificatif à l'aile gauche du parti, désigné comme tel par l'épithète « social chrétien ».

⁴ Le périodique *La Relève* l'a souligné à différentes reprises, notamment dans son dernier numéro de l'année 1963.

⁵ Pol VANDROMME, *Le pays de la terre noire*, Bruxelles, Labor-Fernand Nathan, 1982, p. 83.

⁶ Jean STENGERS, « L'origine de la « droite et de la gauche » dans la vie politique belge au XIX^e siècle », in Jan ART et Luc FRANÇOIS (éd.), *Docendo discimus. Liber amicorum Romain Van Eenoo*, t. 2, Gand, Academia Press, 1999, p. 675-696.

⁷ Paul-Henri CLAEYS et Pierre DESMAREZ, « L'électorat francophone et l'axe gauche-droite », in André-Paul FROGNIER et Anne-Marie AISCH-VAN VAERENBERGH (éd.), *Elections : la fêlure ? Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, Bruxelles, De Boeck, 1994, p. 129-147. Paul-Henri CLAEYS et Pierre DESMAREZ, « L'électorat francophone et l'axe gauche-droite », in André-Paul FROGNIER et Anne-Marie AISCH (éd.), *Des élections en trompe-l'œil. Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, Paris-Bruxelles, De Boeck, 1999, p. 47-65.

⁸ Préface à l'ouvrage de Mark VAN DEN WIJNGAERT, *Ontstaan en stichting van de CVP-PSC. De lange weg naar het kerstprogramma*, Bruxelles-Anvers-Amsterdam, IPOVO-De Nederlandse Boekhandel, 1976, p. 8.

⁹ Joseph VERHOEVEN, *Démocratie chrétienne. Origines et perspectives*, Bruxelles, Labor, 1979, p. 24-25.

¹⁰ Emiel LAMBERTS, « L'influence de la démocratie chrétienne en Belgique sur l'ordre politique », in Emiel LAMBERTS (éd.), *Christian Democracy in the European Union 1945-1995. Proceedings of the Leuven Colloquium 15-18 November 1995*, Louvain, Leuven University Press, 1997, p. 254-269.

¹¹ Wouter BEKE, « De l'origine du personnalisme au psc », *La Revue politique*, 1998, n° 1, p. 34.

¹² Patrick PASTURE, *Kerk, politiek en sociale aktie. De unieke positie van de christelijke arbeidersbeweging in België 1944-1973*, Louvain-Apeldoorn, Garant, 1992, p. 94.

¹³ Elle s'interrompt pendant quelques mois (juillet-décembre) en 1974 (intérim de Georges Gramme) et d'octobre 1976 à octobre 1977 (remplacement par Georges Gramme).

¹⁴ Non structuré, ce groupe réunit des personnes issues de différents milieux : bourgeoisie, professions intellectuelles, monde agricole... Tous ceux qui s'y côtoient ne sont pas des centristes de conviction : on trouve parmi eux des conservateurs modérés, non « étiquetés » pour pouvoir figurer en ordre utile sur la liste psc, dans les arrondissements où ce parti n'emporte que l'un ou l'autre siège.

¹⁵ Charles-Ferdinand NOTHOMB, *La vérité est bonne*, Bruxelles, Didier Hatier, 1987, p. 89.

¹⁶ Le rapport Poulet sur les « familles », adopté en juin-juillet 1975 par le comité directeur, comporte ce passage significatif : « Ce sera un atout si le parti parvient à mobiliser le dynamisme des familles qui le composent, de façon à attirer vers lui des électeurs appartenant à des groupes sociaux qui s'étaient écartés du psc ou n'y avaient jamais adhéré ». Voir Jacques MODEN et Jean SLOOVER, « Le Centre politique des indépendants et cadres chrétiens (CEPIC) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 787, 1978, p. 16.

¹⁷ « Printemps au psc ? », *Revue nouvelle*, t. 103, 1996, n° 3, p. 5.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *La Libre Belgique*, 13 octobre 2000.

²⁰ *La Libre Belgique*, 27 novembre 2000.

²¹ *Le Soir*, 31 octobre 2000.

²² *Le Soir*, 14 mars 2000.

²³ Joëlle MILQUET, *Le bilan d'un an d'opposition du psc... ou une deuxième naissance*, document du psc, 13 juin 2000, p. 11.

²⁴ *Le Vif-L'Express*, 24 novembre 2000.

²⁵ *La Libre Belgique*, 27 novembre 2000.

²⁶ Joëlle MILQUET, *Pourquoi redéfinir notre projet politique ?*, document du psc, 25 novembre 2000, p. 7.

²⁷ *Le bilan...*, doc. cit., p. 2.

²⁸ *Le Vif-L'Express*, 3 décembre 1999.

Orientation bibliographique

- Max BASTIN, «La démocratie chrétienne politique en Belgique francophone», *La revue nouvelle*, t. 52, 1970, p. 281-294.
- Jean BEAUFAYS, *Les partis catholiques en Belgique et aux Pays-Bas 1918-1958*, Bruxelles, Bruylant, 1973.
- Wilfried BEERTEN, *Le rêve travailliste en Belgique. Histoire de l'udb, 1944-1947*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1990.
- Wouter BEKE, «De l'origine du personnalisme au psc», *La revue politique*, 1998, n° 1, p. 5-34.
- Wouter BEKE, «Le psc-cvp entre 1945 et 1970 : évolution de la pensée sociale chrétienne», *La revue politique*, 1998, n° 5, p. 19-43.
- Paul-Henri CLAEYS et Pierre DESMAREZ, «L'électorat francophone et l'axe gauche-droite», in André-Paul FROGNIER et Anne-Marie AISCH-VAN VAERENBERGH (éd.), *Elections : la fêlure ? Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, Bruxelles, De Boeck, 1994, p. 129-147.
- Paul-Henri CLAEYS et Pierre DESMAREZ, «L'électorat francophone et l'axe gauche-droite», in André-Paul FROGNIER et Anne-Marie AISCH (éd.), *Des élections en trompe-l'œil. Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, Paris-Bruxelles, De Boeck, 1999, p. 47-65.
- Marie-Thérèse COENEN et Serge GOVAERT (éd.), *Le rassemblement des progressistes 1944-1976*, Paris-Bruxelles, De Boeck, 1999.
- Wilfried DEWACHTER, Georges-Henri DUMONT, Michel DUMOULIN, Manu GERARD, Emiel LAMBERTS, Xavier MABILLE et Mark VAN DEN WIJNGAERT (éd.), *Un parti dans l'histoire 1945-1995. 50 ans d'action du parti social chrétien*, Louvain-la-Neuve, Duculot, 1996.
- Frédéric DOMS, «Chrétien, souviens-toi de Namur. Une menace pour l'élargissement du PLP-PVV (octobre 1964-mai 1965) ?», *Revue belge d'histoire contemporaine*, t. 29, 1999, p. 337-384.
- «Le FDF-RW», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 516, 1971.
- Frédéric FRANÇOIS, *psc, être ou disparaître*, Bruxelles, Labor, 1998.
- Yannick GEORGES, «Les tribulations existentielles du parti social chrétien (psc)», in Pascal DELWIT et Jean-Michel DE WAELE, *Les partis politiques en Belgique*, 2^e édition, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1997, p. 83-102.
- Emmanuel GERARD, «Christen-democratie in België tussen 1891 en 1945. De «archeologie» van de Christelijke Volkspartij», *Trajecta*, t. 2, 1993, p. 154-175.
- Emmanuel GERARD (ed.), *De kracht van een overtuiging. 60 jaar A.C.W. 1921-1981*, Zele, Reinaert, 1981.
- Emmanuel GERARD et Mark VAN DEN WIJNGAERT, *In het teken van de regenboog. Geschiedenis van de katholieke partij en van de christelijke volkspartij*, Bruxelles-Anvers-Amsterdam, IPOVO-De Nederlandse Boekhandel, 1985.
- Emmanuel GERARD et Paul WYNANTS (éd.), *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique*, Louvain, Leuven University Press, 1994, 2 vol.
- Jules GERARD-LIBOIS, «1950 : l'effacement de Léopold III. Tempête au psc-cvp», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1169-1170, 1987.
- Jules GHEUDE, *François Perin. Ecrits et mémoires*, Gerpennes, Quorum, 1998.
- Henri GOLDMAN (éd.), «psc : un parti de trop ? Le déclin d'un pilier politique de l'Etat belge est-il irréversible ?», *Politique*, n° 15, février-mars 2000, p. 8-49.
- Théo HACHEZ, «Entre blanc et bleu, la Walliforne laïque», *La revue nouvelle*, t. 106, 9, 1997, p. 4-15.
- Théo HACHEZ, «Y-a-t-il encore une vie après le psc ?», *La revue nouvelle*, t. 103, 5, 1996, p. 8-14.
- Michel HANSENNE, *Quelles sont les grandes questions que tout le monde se pose ?*, intervention à l'Université d'automne du 25 novembre 2000, 3 p.
- Robert HOUBEN, *Le psc contesté*, Bruxelles, CEPESS, 1963.
- Jean-Louis JADOULE, «De la Libération au Pacte scolaire (1945-1958). A propos de quelques milieux intellectuels catholiques «progressistes» en Belgique francophone», *Cahiers du Centre de recherches en histoire du droit et des institutions*, n° 13-14, 2000, p. 127-144.
- Jean-Louis JADOULE et Paul WYNANTS, «Les engagements des catholiques francophones en dehors du parti catholique et du parti social chrétien», à paraître in *Le monde catholique au 20^e siècle, Wallonie-Bruxelles. Guide du chercheur*, Louvain-la-Neuve, 2002.
- Pierre JOYE et Rosine LEWIN, *L'Eglise et le mouvement ouvrier en Belgique*, Bruxelles, Société populaire d'Editions, 1967.

- Emiel LAMBERTS, «L'influence de la démocratie chrétienne en Belgique sur l'ordre politique», in Emiel LAMBERTS (ed.), *Christian Democracy in the European Union 1945-1995. Proceedings of the Leuven Colloquium 15-18 November 1995*, Louvain, Leuven University Press, 1997, p. 254-269.
- Theo LUYKX et Marc PLATEL, *Politieke geschiedenis van België van 1944 tot 1985*, t. 2, Anvers, Kluwer, 1985.
- Xavier MABILLE, «Partis politiques et électoral catholique. Développements depuis 1945», in Liliane VOYE, Karel DOBBELAERE, Jean REMY et Jaak BILLET, *La Belgique et ses dieux. Eglises, mouvements religieux et laïques*, Louvain-la-Neuve, Cabay, 1985, p. 111-118.
- Joëlle MILQUET, *Le bilan d'un an d'opposition du psc... ou une deuxième naissance*, document du psc, 13 juin 2000, 14 p.
- Joëlle MILQUET, *Pourquoi redéfinir notre projet politique ?*, discours d'ouverture à l'Université d'automne du 25 novembre 2000, 9 p.
- Jacques MODEN et Jean SLOOVER, «Le Centre politique des indépendants et cadres chrétiens (CEPIC)», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 787, 1978.
- Charles-Ferdinand NOTHOMB, *La vérité est bonne*, Bruxelles, Didier Hatier, 1987.
- «Les partis et les groupes», *Res publica*, 1973, n° 5, p. 1013-1029.
- Patrick PASTURE, «Le bras politique du mouvement ouvrier chrétien. Histoire d'une relation turbulente», *La revue politique*, 1991, n° 5, p. 7-29.
- Patrick PASTURE, *Kerk, politiek en sociale actie. De unieke positie van de christelijke arbeidersbeweging in België 1944-1973*, Louvain-Apeldoorn, Garant, 1922.
- François PERIN, *Histoire d'une nation introuvable*, Bruxelles, Legrain, 1988.
- «Le phénomène «Relève»», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 701-702, 1975.
- Edith PIRSON (éd.), *Histoire du mouvement ouvrier chrétien à Charleroi 1886-1990*, Charleroi-Bruxelles, Carhop-MOC, 1995.
- Walter PREVENIER et Luc PAREYN, «La fondation du PLP-PVV et ses conséquences (1958-1969)», in *Les libéraux de 1846 à 1996*, Bruxelles, Centre Paul Hymans, 1996, p. 166-179.
- «Printemps au psc ?», *La revue nouvelle*, t. 103, 1996, n° 3, p. 4-7.
- Daniel-Louis SEILER, *Partis et familles politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1980.
- Daniel-Louis SEILER, *Les partis politiques en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 1996 (Que sais-je ?, 1733).
- Luc ROWIES, «D'Eyskens-Merlot à Martens III : les dosages gouvernementaux (1968-1980)», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 895, 1980.
- Jozef SMITS, «Les standen dans les partis sociaux chrétiens», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1134-1135, 1986.
- Jozef SMITS, «De standenvertegenwoordiging in de Christelijke Volkspartij en de Parti Social Chrétien», *Res publica*, 1982, n° 1, p. 73-127.
- Jean STENGERS, «La droite en Belgique avant 1940», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 468-469, 1970.
- Jean STENGERS, «L'origine de la «droite et de la gauche» dans la vie politique belge au XIX^e siècle», in Jan ART et Luc FRANÇOIS (ed.), *Docendo discimus. Liber amicorum Romain Van Eenoo*, t. 2, Gand, Academia Press, 1999, p. 675-696.
- «Les structures catholiques belges : le Mouvement des indépendants et des cadres (MIC)», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 21, 1959.
- Luc VAN CAMPENHOUDT, «Le psc dans la société et dans le jeu démocratique aujourd'hui : questions sur son projet, son identité philosophique, sa démocratie interne», *La revue politique*, 1996, n° 4-5, p. 99-118.
- Mark VAN DEN WIJNGAERT, *Ontstaan en stichting van de CVP-PS. De lange weg naar het kerstprogramma*, Bruxelles-Anvers-Amsterdam, IPOVO-De Nederlandse Boekhandel, 1976.
- Robert VANDEPUTTE, *De Christelijke Volkspartij 1944-1988. Wezen en ontwikkelingen*, Bruxelles, CEPES, 1991.
- Joseph VERHOEVEN, *Démocratie chrétienne. Origines et perspectives*, Bruxelles, Labor, 1979.
- Jean VOGEL, «Ce qui a sauvé le psc pendant des années, c'est les conneries du ps. Entretien avec Luc Van Campenhoudt» et «Rien ne dit que le psc soit voué à être au centre. Entretien avec Xavier Mabilille», *Secouez-vous les idées. Bulletin du Centre socialiste d'éducation permanente*, n° 42, hiver 1999, p. 9-12.